CONVENTION

relative aux opérations foncières nécessaires à la concrétisation des plans partiels d'affectation « Le Désert » et « La Grangette »

entre,

L'ETABLISSEMENT CANTONAL D'ASSURANCE CONTRE INCENDIE ET ELEMENTS NATURELS DU CANTON DE VAUD, dont le siège est à Pully, représenté par Messieurs Jérôme Frachebourg, directeur général, et Rémi Becker, responsable du service immobilier, ci-après dénommée «l'ECA», d'une part,

La COMMUNE DE LAUSANNE, représentée par sa Municipalité, ci-après dénommée «la Commune» d'autre part,

Il est exposé préalablement ce qui suit :

L'ECA est propriétaire des parcelles Nos 2397, 20381 et 20382 de Lausanne; ces parcelles sont actuellement soumises aux dispositions du Plan d'extension cantonal N° 598, du 28 novembre 1980.

Les projets de l'ECA nécessitent l'élaboration de deux nouveaux Plans partiels d'affectation (PPA) « Le Désert » et « La Grangette », qui affecteraient les parcelles 20381 et 20382 au logement et à diverses activités. Ces PPA ont été soumis à l'enquête publique du 24 mars au 22 avril 2010.

La concrétisation de ces PPA implique la cession du terrain nécessaire à l'aménagement du domaine public de l'extrémité du chemin de Pierrefleur, au droit de la parcelle 20381, ainsi que la constitution des servitudes garantissant les liaisons piétonnes publiques sur les trois parcelles propriété de l'ECA.

L'objectif de la présente convention est de définir les conditions de ces opérations foncières entre l'ECA et la Commune, la prise en charge des frais des aménagements et ceux de procédure.

La liste des points traités ne saurait être considérée comme exhaustive, l'évolution du dossier pouvant nécessiter des modifications ou des adaptations à cette convention par voie d'addenda.

Cela exposé, les parties conviennent :

1. Cession

Les parties se réfèrent au plan au 1: 2000 établi le 30 août 2010 par le service de la coordination et du cadastre de la Ville, annexé à la présente convention.

L'ECA cèdera à la Commune la fraction teintée en bleu de la parcelle 20381, d'une surface approximative de 592 m² (le bornage définitif est réservé) dans son état actuel, libre de bail, de mention, d'annotation et de location, ainsi que de tout droit de gage immobilier et d'usufruit.

Cette cession sera requise dès que le PPA « Le Désert » sera en vigueur; l'ECA s'engage à signer l'acte authentique à première réquisition de la Commune.

La surface en question est destinée à l'aménagement du domaine public adjacent, à savoir un trottoir, d'une largeur de 2 mètres, et des places de parc publiques en épi à l'arrière de celui-ci; ainsi l'aménagement de cette surface, qui interviendra simultanément à la construction des bâtiments, sera exécuté par et aux frais de la Commune de Lausanne.

Tous les frais (bornage et établissement des documents de mutation, notaire et inscription au registre foncier) seront pris en charge par la Commune.

2. Constitution d'une servitude publique

Les cheminements piétonniers figurés à titre indicatif en jaune sur le plan annexe, d'une largeur minimum de 2.50 m, feront l'objet d'une servitude publique de passage à pied et autres moyens de mobilité douce.

Les frais d'aménagement, d'entretien (service de propreté, service hivernal, entretien et renouvellement éventuel) incomberont aux propriétaires des fonds servants (actuellement l'ECA).

Les frais en relation avec la constitution de cette servitude (acte, plans, registre foncier) seront pris en charge par la Commune.

3. Dispositions finales

L'ECA s'engage, en cas de vente, de modification de sa personnalité juridique ou tout autre redéfinition de sa qualité de propriétaire des parcelles en cause, à donner connaissance de la présente convention au nouveau propriétaire, et à lui faire reprendre toutes les charges et obligations qui en découlent.

La présente convention est subordonnée à la légalisation des plans partiels d'affectation « Le Désert » et « La Grangette »

Pour le cas où cette condition ne serait pas remplie, la présente convention serait purement et simplement considérée comme caduque, sans qu'il soit dû d'indemnité de part et d'autre, à quelque titre que ce soit.

4. Droit, clause d'arbitrage et for

La présente convention est soumise au droit suisse.

Tous les litiges pouvant résulter de l'application ou de l'interprétation de la présente convention seront soumis à un Tribunal arbitral constitué conformément au concordat suisse sur l'arbitrage, auquel le canton de Vaud a adhéré le trente juin mil neuf cent septante.

Le for est à Lausanne.

Etablie en 2 exemplaires originaux, un pour chaque partie, à Lausanne, le 21 octobre 2010

AU NOM DE L'ETABLISSEMENT CANTONAL D'ASSURANCE CONTRE INCENDIE ET ELEMENTS NATURELS :

Jérôme Frachebourg
Directeur général

Rémi Becker
Responsable du
service immobilier

AU NOM DE LA COMMUNE DE LAUSANNE

Le Syndic :
Daniel Brélaz

Le Secrétaire :
Philippe Meystre

Annexe : 1 plan 1: 2000 du service de la coordination et du cadastre, du 21 octobre 2010